



## *Déclinaison de la Note de Cadrage*

# NOTE D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA CONCEPTION DES MAQUETTES DE FORMATION

**FÉVRIER 2026**

La présente note précise les éléments structurants pour l'offre de formation portée par l'Université Lumière Lyon 2 dans la perspective de l'accréditation 2027-2031. Elle prolonge, sur un plan opérationnel, la note de cadrage stratégique adoptée dans les instances compétentes en juillet 2025.

Elle vise à accompagner les équipes enseignantes et administratives dans leur travail de conception des programmes et des modalités pédagogiques. Elle décline, pour l'ensemble de l'offre à venir, des exigences et lignes directrices générales constitutives de la politique de formation de l'établissement. Elle est complétée par des notes de cadrage par niveau de formation (licences, licences professionnelles, masters).

## SOMMAIRE

1. LE POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DE L'OFFRE DE FORMATION DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2 .....	2
2. L'ENJEU DE SOUTENABILITÉ : LES MOYENS MOBILISÉS .....	3
3. LES RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR L'ORGANISATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES FORMATIONS .....	7
3.1. Les repères de base .....	7
3.2. La structuration des formations.....	9
4. LE PROCESSUS DE CONCEPTION ET DE SAISIE DES FORMATIONS .....	13
4.1. La mise en place d'un nouvel outil SGCE .....	13
4.2. Le planning de l'accréditation .....	13

## 1. LE POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DE L'OFFRE DE FORMATION DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

Le défi de l'accréditation 2027-2031 est de porter une offre de formation de qualité dans un contexte incertain et contraignant. Depuis plusieurs années, les universités publiques doivent composer avec une baisse des moyens financiers alloués, une concurrence exacerbée du secteur privé et une mise en cause des SHS, tout en devant assumer des missions sans cesse plus étendues (formation, diffusion des savoirs, recherche, vie étudiante, insertion professionnelle, orientation, inclusion, attractivité territoriale et internationale, etc.).

En dépit d'un tel contexte, l'Université Lumière Lyon 2 porte **l'ambition d'une offre de formation plurielle, exigeante et responsable**. Dans cette perspective, et comme indiqué dans la note de cadrage de juillet 2025, les axes stratégiques de l'offre de formation visent à :

- Favoriser les réussites étudiantes ;
- Simplifier l'offre de formation dans une visée d'attractivité et de soutenabilité ;
- Renforcer l'ouverture des formations sur les enjeux contemporains (transitions, intelligence artificielle, etc.) et la maîtrise des fondamentaux disciplinaires ;
- Favoriser l'internationalisation des parcours de formation (mobilités sortantes, parcours internationalisés « à domicile ») ;
- Rendre possible la diversité des manières de se former (formation initiale, alternance, formation continue, programmes courts) ;
- Articuler les formations à la recherche (pôles de spécialité, séminaires scientifiques) ;
- Piloter l'offre de formation dans un souci d'adaptation (amélioration continue, évaluation, accompagnement).

Ces axes s'inscrivent dans un contexte réglementaire et ministériel renouvelé depuis plusieurs années. La Loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (ORE) du 8 mars 2018 a, par exemple, mis l'accent sur l'accompagnement pédagogique pour la réussite. La politique ministérielle s'appuie par ailleurs sur de nouveaux outils de pilotage, qu'il s'agisse de plateformes (cf. FRESQ) ou de Contrats d'objectifs, de moyens et de performances (COMP), avec lesquels les établissements doivent se familiariser et repenser leur offre de formation.

Parallèlement, chaque diplôme est cadré par un arrêté de référence :

- Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master ;
- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, licence professionnelle et de master ;
- Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence ;
- Arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle ;
- Arrêté du 9 septembre 2025 fixant le cadre de la licence de Professorat des écoles ;
- Arrêté du 12 janvier 2026 fixant le cadre national des masters d'enseignement et d'éducation.

L'offre de formation de l'établissement entend également répondre à d'autres enjeux, liés en partie aux transformations contextuelles, comme :

- La continuité avec les études secondaires ;
- La diversification des publics et des attentes en termes de formation tout au long de la vie ;
- La réforme des concours d'accès aux métiers de l'enseignement ;
- L'apparition de nouveaux métiers ;
- L'accès au premier emploi et la mobilité des carrières professionnelles ;
- Le développement des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle ;
- Les exigences de transition écologique et sociale ;
- Le dialogue de la science avec les citoyens et citoyennes et la société civile.

Ces enjeux doivent trouver une place dans la conception des formations, à travers l'évolution des compétences visées, l'introduction de nouveaux enseignements, et la transformation des pratiques pédagogiques.

## 2. L'ENJEU DE SOUTENABILITÉ : LES MOYENS MOBILISÉS

Conformément à un esprit de responsabilité dans l'exercice de nos missions de service public, la définition de l'offre de formation doit s'articuler étroitement avec un enjeu de soutenabilité. Celui-ci détermine notre capacité à concevoir **une offre de formation en phase avec les moyens mobilisables, tant sur le plan financier qu'humain ou immobilier.**

Progressivement, les formations proposées au sein de notre établissement ont dépassé notre potentiel enseignant et administratif. Elles ont, par ailleurs, crû alors que les dotations étaient insuffisantes avec pour conséquence une dégradation des conditions de réalisation de nos autres missions (en matière de recherche notamment).

Dans ces conditions, le redimensionnement de l'offre de formation apparaît nécessaire. Il doit être l'occasion, dans le même temps, de repenser l'organisation de l'année universitaire (calendriers, emplois du temps et sessions d'examens) et l'allocation des moyens pédagogiques (heures d'enseignement des titulaires et heures de vacation réalisées par des professionnels qualifiés). Il doit également dégager de nouvelles marges de manœuvre pour permettre aux enseignants-chercheurs de mieux s'investir dans les différentes dimensions de leur métier et aux personnels administratifs de disposer de marges de manœuvre qualitatives.

L'enjeu de soutenabilité s'inscrit aujourd'hui dans un plan fixant les conditions de retour à l'équilibre (CRE), validé par le Rectorat et dont l'un des volets porte sur la réduction du volume horaire global de l'offre de formation (baisse de 10 % des dépenses afférentes à la formation, soit un total de 1,5 millions d'euros annuels en plus des économies réalisées par ailleurs).

Dans ces conditions, que partagent malheureusement de nombreuses autres universités, la construction de notre offre de formation doit plus que jamais, être mise en cohérence avec les moyens disponibles.

Pour cela, il est apparu nécessaire d'activer deux leviers :

1. **Réviser l'affectation des dépenses pédagogiques** en prenant le parti de préserver, au maximum, les moyens des formations diplômantes (licences, licences professionnelles, masters) et les heures de « référentiel » tout en réalisant, en contrepartie, un effort plus important sur les dépenses connexes (dispositifs non diplômants, interventions extérieures, heures jurys, etc.). Cette révision se traduira par :
  - Une réduction de 5 % sur les enveloppes de moyens pédagogiques de toutes les mentions de licence ;
  - Une réduction de 3 % sur les enveloppes de moyens pédagogiques de toutes les mentions de master.
2. **Réviser la cartographie des mentions et parcours proposés** avec une visée de 6 700 heures d'économies et d'une meilleure lisibilité globale.

Par ailleurs, s'appliqueront à l'ensemble des formations les arbitrages suivants :

- La réduction du volume horaire semestriel de la Langue Vivante 1 de 20h à 18h ;
- La réduction du volume horaire semestriel des activités sportives de 21h à 18h.

Parallèlement, et par-delà le cadrage par niveau de diplôme (cf. notes licences, licences professionnelles et masters), d'autres critères seront à respecter dans la construction de l'offre de formation :

- **L'organisation des groupes de TD**

Les seuils d'ouverture de groupes TD sont fixés à 35 en licence 1 et 40 à partir de la 2ème année de licence. L'ouverture de groupes supplémentaires n'est possible qu'après l'optimisation des effectifs dans les groupes existants afin de réduire l'écart existant entre les groupes réels et les effectifs.

Les formations sont tenues de respecter des seuils d'effectifs, dont le non-respect au cours de deux années consécutives pourra conduire à une décision de fermeture, en concertation avec la direction de la composante et les responsables pédagogiques.

	Cible minimale d'étudiants/étudiantes	Seuil critique d'étudiants/ étudiantes
Mention de licence Générale	80	35
Mention de licence professionnelle	20	15
Parcours Master 1	24	15
Parcours Master 2	20	12

*Tableau n°1 : Seuils annuels d'effectifs par niveau d'étude*

- **La limitation des volumes horaires des formations**

Les maquettes de formation doivent être élaborées sur la base du temps de travail étudiant, divisé par principe entre un tiers d'heures d'enseignement et d'encadrement et deux tiers de travail autonome.

Les maquettes sont soumises, dans un souci d'équité, à des plafonds stricts de volume horaire pour réduire les inégalités entre formations :

	FI/ FC	FA/Mixte
Vol. max. heures Licence (sur les 3 ans)	1500	
Vol. max. heures Licence professionnelle	400	402
Vol. max. heures Master 1	400	402
Vol. max. heures Master 2	360	402
Vol. max. heures DU <sup>1</sup>	400	

*Tableau n°2 : Volume horaire (temps étudiant) maximum par formation*

Les heures CM (Cours magistraux) seront plafonnées dans les masters pour tenir compte d'effectifs plus restreints et d'une pédagogie adaptée (moins « magistrale » et plus « pratique » et « participative »). Les plafonds de CM pourront être dépassés dans le cas de groupes d'étudiants supérieurs à 40 (comme pour les masters 1 généralistes ou pour les formations procédant à des mutualisations de certains cours).

Les formations en alternance seront plafonnées par le cadre réglementaire (402h) et seront désormais financées sur la base des enveloppes délivrées par l'établissement. Seules les heures de suivi seront financées sur les ressources propres de la formation.

	FI/ FC	FA/Mixte
Part maximale de CM Master 1	50%	50%
Part maximale de CM Master 2	30%	30%

*Tableau n°3 : Part des cours magistraux par année de master*

<sup>1</sup> Les Diplômes universitaires (DU), et plus généralement les formations courtes, sont soumises à un strict respect de soutenabilité au regard de la matrice financière adoptée au sein de l'établissement.

- **La limitation des options et des parcours de spécialisation au sein des mentions (tout particulièrement en licence 3 et en master)**

La réduction des moyens pédagogiques pourra générer des efforts de mutualisation. Celle-ci ne devra pas s'effectuer au détriment de la lisibilité de l'offre de formation et des conditions de travail de l'ensemble du personnel (charges administratives et contraintes d'emplois du temps, dispersion des responsabilités).

L'objectif de simplification et l'objectif de qualité vont de pair : il peut être préférable de consolider un parcours plutôt que de disperser les moyens entre plusieurs ;

Les mentions doivent intégrer un nombre raisonnable de parcours, systématiquement adossés à des compétences et objectifs pédagogiques communs.

- **Le suivi des alternants et des stagiaires**

Pour les formations en alternance, les heures de suivi (renvoyant à des tâches d'organisation, d'accompagnement et d'évaluation de l'alternance, ainsi que de communication avec la structure d'accueil) doivent être dûment prévues dans les maquettes pédagogiques et sont financées sur ressources propres.

Les heures de suivi ne peuvent excéder 8 h éq. TD par alternant et par an lorsque l'enseignant réalise l'ensemble des tâches de suivi (conformément au cadre de la formation), y compris la soutenance de mémoire.

Dans le cadre de la réalisation d'un stage, l'enseignante ou l'enseignant tuteur est le référent de l'étudiante ou l'étudiant au sein de l'Université. Elle ou il accompagne et conseille l'étudiante ou l'étudiant aux étapes clés de la préparation, du déroulement et de la restitution du stage. Des heures de suivi peuvent être prévues sur l'enveloppe de la mention. Chaque enseignant référent ou tuteur pédagogique peut suivre simultanément 24 stagiaires au maximum.

Dans ce cadre, les enveloppes financières sont définies par mention. Elles englobent les dépenses pédagogiques des formations (CM, Td, projets divers dont projets tutorés, suivi de stage des étudiants et étudiantes en Formation initiale), à l'exception :

- Des heures de suivi des étudiants et étudiants pour les formations en alternance ;
- Des enseignements et modules de l'UE transversale de licence (Accompagnement méthodologique, LV1) ;
- Des enseignements de l'UE Europe dans la structure de licence ;
- Des MOTIFS proposés en master.

### 3. LES RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR L'ORGANISATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES FORMATIONS

L'architecture de l'offre de formation de l'Université Lumière Lyon 2 s'est singulièrement étoffée au fil des accréditations. Sa délimitation dans l'accréditation 2027-2031 doit obéir à un principe de simplification et de soutenabilité. Ce travail a reposé sur une concertation avec les composantes et équipes disciplinaires, ainsi que sur les retours des DOP (Documents d'orientation pédagogique).

La démarche engagée vise à assurer que notre offre de formation puisse connaître une évolution maîtrisée pour continuer à s'adapter aux besoins et attentes de nos étudiants et étudiantes, ainsi que de ceux de la société. Un enjeu consistera à capitaliser sur l'exercice d'autoévaluation qui s'achève et de définir ce qui nous permettra de réussir cette adaptation au fil de l'eau, qu'il s'agisse d'introduire des simplifications réglementaires ou de la souplesse dans nos maquettes. L'enjeu de cette démarche d'ajustement continu est que l'université reste en phase avec les exigences et les évolutions de son environnement.

Dans le cadre de l'accréditation 2027-2031, l'offre de formation de l'Université Lumière Lyon 2 connaîtra **une relative stabilité avec une évolution limitée du nombre de mentions** (licences et masters). Cette stabilité ne doit pas empêcher une réflexion sur le redimensionnement des parcours pour les adapter aux nouvelles compétences, au contexte et aux moyens disponibles.

La construction des formations à l'occasion d'une accréditation constitue une démarche globale, recouvrant la définition de programmes, de compétences visées, de maquettes pédagogiques, de modalités d'évaluation et de pilotage.

#### *3.1. Les repères de base*

- **Architecture des formations**

L'architecture de l'offre de formation de l'Université Lumière Lyon 2 recouvre quatre grands domaines :

- Arts, lettres et langues
- Droit, économie, gestion
- Sciences humaines et sociales
- Sciences, technologie, santé

Les formations se conçoivent dans le cadre de mentions, fixées dans des nomenclatures nationales par cycle (licence, licence professionnelle, master)<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Il est toujours possible de demander l'accréditation d'une mention hors nomenclature, sous réserve d'être dûment justifiée et adossée à un projet de fiche RNCP.

Les mentions constituent le niveau de référence pour l'accréditation ministérielle, la diplomation et l'évaluation. Elles s'adossent au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) qui définit les attendus en termes de compétences acquises en fin de diplôme.

Les mentions peuvent regrouper un ou plusieurs **parcours**. Il est de la responsabilité de l'établissement universitaire d'arrêter l'intitulé d'un parcours en privilégiant sa simplicité et sa lisibilité. Ces intitulés doivent être les plus explicites possible pour faciliter leur identification par les étudiants et étudiantes.

Au sein d'un parcours, et en tant que de besoin, des **options** peuvent être proposées pour se spécialiser. Le nombre d'options doit être limité, et conditionné à des effectifs suffisants ainsi qu'à des mutualisations au sein du parcours et/ou de la mention.

- **L'année universitaire**

L'année universitaire s'organise en semestres, chacun valant 30 crédits ECTS (Système européen d'accumulation et de transfert de crédits). La licence se décline en 6 semestres, soit 180 crédits ; la licence professionnelle (dite suspendue) en 2 semestres ; le master en 4 semestres, soit 120 crédits.

La valeur en crédits ECTS est relative à la charge de travail d'un étudiant ou d'une étudiante estimée nécessaire pour valider un enseignement. Un ECTS équivaut à environ 25-30 heures de travail, dont un tiers en situation d'enseignement. Il est possible pour un intitulé d'enseignement similaire d'envisager une variation de cette charge de travail selon l'année d'étude.

À chaque semestre, une formation est organisée en Unités d'enseignement (UE), qui sont obligatoires, et le cas échéant optionnelles ou facultatives.

Une UE est un ensemble cohérent pédagogiquement et scientifiquement se déclinant en éléments constitutifs (comme des enseignements). Les UE doivent couvrir - sur la durée du diplôme - l'ensemble des blocs de connaissances et de compétences de la fiche RNCP de la mention. Elles doivent, dans la mesure du possible, faciliter l'acquisition de ces blocs indépendamment les uns des autres, pour le public en formation continue notamment.

- **Rythme universitaire**

Pour l'organisation et la programmation des enseignements (et des examens), le calendrier universitaire sera revu sur un format de 12 semaines et 1 semaine de rattrapage.

S'appuyant sur un format déjà éprouvé au sein de notre établissement comme dans d'autres, cette évolution vise à favoriser la progression pédagogique tout en permettant une meilleure maîtrise dans le temps des activités pédagogiques, un ajustement à nos locaux et une facilitation de l'organisation des sessions d'examens et des jurys.

D'ores et déjà, les équipes pédagogiques sont invitées à penser des volumes de cours compatibles avec ce calendrier.



### 3.2. La structuration des formations

- Les parcours étudiants

Les formations sont à concevoir dans un *continuum* qui prend en compte les profils entrants et sortants, ainsi que les entrées parallèles. Elles doivent favoriser l'articulation des cycles d'étude et l'intégration de publics divers. Il est dès lors recommandé que les programmes de formation soient conçus selon une logique de spécialisation progressive. Celle-ci doit se traduire par des intitulés d'enseignements suffisamment généralistes en 1<sup>ère</sup> année de cycle (recouvrant des compétences et savoirs fondamentaux), avant de renvoyer à des domaines plus circonscrits (pouvant renvoyer à des spécialisations scientifiques) lors des années suivantes. Ceci doit également se traduire par l'identification d'un socle commun dans les mentions intégrant plusieurs parcours.

Afin de faciliter la fluidité des parcours, l'information constitue une priorité de l'accréditation 2027-2031. **La fin du système de couple de mentions au 1<sup>er</sup> semestre de licence** conduira à réduire les changements précoces de parcours en cours de semestre. La nouvelle offre de formation sera l'occasion de repenser les mécanismes de réorientation en identifiant des passerelles possibles. En complément de l'accompagnement individuel, un ou des dispositifs de réorientation, pensés en lien étroit avec les équipes pédagogiques, seront proposés ultérieurement pour sécuriser les parcours et limiter les décrochages. **L'information préalable des étudiants et étudiantes** devra être la plus complète possible. À cette fin, il est recommandé de simplifier les intitulés des UE et enseignements pour que ceux-ci soient compréhensibles à la fois par les étudiants et étudiantes (tout particulièrement en licence) et les professionnels en reprise d'études (notamment en licence professionnelle et en master)<sup>3</sup>.

Cette démarche de simplification devra s'accompagner d'un effort d'information précise sur les modalités d'enseignement et d'évaluation à destination des usagers, notamment des étudiants et étudiantes en situation de handicap.

Il est prévu qu'au cours de l'accréditation, une démarche de traduction systématique des intitulés d'enseignements en anglais soit initiée afin de favoriser l'internationalisation de nos formations, d'éclairer les choix des étudiants et étudiantes venues de l'étranger et de faciliter le travail des responsables pédagogiques dans les équivalences établies pour les étudiants et étudiantes en mobilité. Dans la même logique, il est essentiel d'intégrer dans la conception des programmes de formation des éléments d'information tels que les prérequis, le descriptif synthétique des cours et livrets étudiants : ces éléments seront progressivement systématisés au cours de la mise en œuvre de l'accréditation 2027-2031.

À l'échelle de l'établissement, cet impératif d'information se concrétisera par une refonte des modalités de communication sur l'ensemble de l'offre de formation : à une entrée par année des fiches formation, sera substituée une entrée par diplôme. Ce choix permettra de simplifier considérablement les circuits d'information des étudiants et étudiantes sur le portail de l'Université.

---

<sup>3</sup> Il est ainsi déconseillé d'éviter des intitulés génériques, comme « Fondamentaux 1 ».

- **La professionnalisation de la formation**

La professionnalisation constitue l'une des missions de l'enseignement supérieur. Elle peut prendre des voies multiples. Au cours de l'actuelle accréditation, cette priorité s'est notamment traduite par une augmentation significative du nombre de formations en alternance, par l'introduction d'UE de « préprofessionnalisation » ou de modules optionnels d'« entrepreneuriat » en licence, par la généralisation des stages et des césures et par l'ouverture croissante aux publics de la formation continue.

Dans la prochaine accréditation, la professionnalisation doit demeurer une priorité. Elle se traduira par **le soutien ciblé à de nouveaux projets de formation en alternance** ou encore par l'encouragement à la modularisation de blocs de compétences pour faciliter les parcours de formation continue.

En licence, l'enjeu de professionnalisation reposera sur l'inscription, dès la 2ème année, des modules de « Préprofessionnalisation » au sein de l'UE Transversale. Il pourra également se focaliser spécifiquement sur le semestre 6 à travers la mise en place d'une modularisation par compétences, l'introduction d'ateliers collectifs, ou de stages courts, l'initiation à la recherche ou encore l'enseignement par projet.

En master, tous les parcours devront **intégrer des mises en situation professionnelle** comme :

- L'alternance pour les formations préparant spécifiquement à un métier ou un secteur d'activité ;
- Les stages longs (plus de 44 jours) de préférence en semestre 4 ;
- Les Situations d'apprentissage et d'évaluation (SAé) : projets tutorés et réponses collectives à des missions ;
- Les ateliers de recherche et de rédaction de mémoires, de recensions ou d'articles ;

Parce que les stages représentent des vecteurs d'attractivité de notre offre de formation et d'employabilité des étudiants et étudiantes et constitue le deuxième canal d'accès au premier emploi selon l'enquête de l'OFIVE menée auprès des diplômés de master, il est recommandé de leur accorder une place significative dans les formations de notre établissement<sup>4</sup>.

Parallèlement, notre établissement doit pleinement intégrer la perspective d'une professionnalisation en vue de l'accès aux concours de l'enseignement. De ce point de vue, la réforme des concours de l'enseignement (à Bac +3 dès 2026) doit conduire à :

- Inclure dans les mentions de licence des modules de préparation aux concours du CAPES avec de possibles mutualisations entre mentions pour les modules de didactique et d'enseignements transversaux (laïcité, valeurs de la République, etc.) ;
- Permettre aux non-lauréats et non-lauréates de poursuivre leurs parcours par l'adossement de « prépa-CAPES » dans des masters disciplinaires.

---

<sup>4</sup> Pour rappel, un stage peut être inscrit dans une maquette de formation que si celle-ci comporte un volume d'enseignements de 200 heures a minima ; il peut obligatoire ou facultatif ; il est encadré par un enseignant ou enseignante ; il donne lieu à une convention tripartite ; et sa durée ne peut excéder six mois dans la même structure.

- **L'évaluation**

La réflexion sur l'évaluation des éléments pédagogiques doit être intégrée dès la conception des formations. Pour la validation des apprentissages et l'attribution des crédits, elle prend la forme de Modalités de contrôle de connaissances et compétences (MCCC), votées en CFVU et spécifiant *a minima* les modalités requises par la réglementation en vigueur (nature des épreuves, coefficient, répartition entre contrôle terminal et continu, compensations).

La définition de ces MCCC est de la responsabilité collégiale des équipes pédagogiques sous réserve du respect du cadrage de la CFVU. Elle doit être pensée globalement à l'échelle d'un parcours étudiant et d'une formation. Elle doit pouvoir apprécier avec pertinence l'acquisition de compétences et de connaissances par les étudiants. Dans cette perspective, elle peut s'organiser à l'échelle d'un enseignement ou d'une UE, en tenant compte de la charge globale de travail demandée aux étudiants et étudiantes et de sa répartition sur le semestre.

Dans l'accréditation 2027-2031, les MCCC devront être repensées pour favoriser l'organisation des sessions d'examens et, plus généralement, du calendrier universitaire.

Plusieurs recommandations sont à intégrer :

- Coordonner le choix et la mise en œuvre des évaluations et des contrôles au sein des équipes pédagogiques pour planifier la charge de travail et diversifier les modalités dans une même formation (épreuves écrites ou orales, QCM sur Moodle, rendus de travaux réalisés en autonomie, exposés, soutenances, etc.) ;
- Alléger les contrôles du semestre 6 (en visant, par exemple, un examen terminal réduit en complément des épreuves de contrôle continu) pour tenir compte de la nouvelle organisation calendaire imposée par la plateforme Mon Master.

Dans le cas d'un choix de mise en œuvre de l'approche par compétences par une formation de licence, et plus généralement pour l'ensemble des formations de 1er cycle, il est proposé de prévoir une évaluation des compétences sous deux formes possibles : soit par un travail réalisé en fin de cycle (S5 et S6 en licence, S3 et S4 en master), soit par un travail à la fin de chaque année sur l'une des compétences visées.

- **Le pilotage des formations**

Dans une perspective d'amélioration continue des formations, le pilotage constitue un enjeu important. Il se décline à différentes échelles :

- **A l'échelle de l'établissement** : mis en place à l'occasion de l'accréditation, le Comité pédagogique de composantes (CPC) a vocation à se poursuivre pour constituer un lieu d'échanges inter-composantes sur les enjeux de formation.

- **A l'échelle de la mention** : il est recommandé d'identifier **un responsable par mention** (de licence et de master) ayant pour fonction de coordonner les parcours et les responsables pédagogiques de parcours ou d'année. Cette équipe (responsables de mention et de parcours/année) doit se réunir au moins une fois par an pour identifier les éventuelles difficultés, partager les informations relatives aux promotions, proposer les modifications de maquettes et d'évaluations. Il revient au responsable de mention de trancher en cas d'absence de consensus au sein des équipes pédagogiques.
- **A l'échelle du parcours** : le responsable de parcours est chargé, pour sa part, d'assurer le bon fonctionnement de la formation, en veillant à la mobilisation nécessaire des moyens et à l'information des étudiants et étudiantes.

Dans ce travail de pilotage, les responsables s'appuient sur les Conseils de perfectionnement, les enquêtes produites par l'OFIVE et sur les indicateurs d'insertion et de réussite. Ils peuvent également faire appel au SPS (Service de pédagogie du supérieur) qui peut les accompagner dans des projets d'évolution ou de développement.

Il est également demandé **de penser les atouts et limites des co-accréditations** pour envisager leur renouvellement, leur évolution ou leur abandon. La co-accréditation doit être l'opportunité, à l'échelle d'une mention, d'échanger des ressources et de partager des savoirs et des compétences. Elle doit donner lieu à une convention avec les autres établissements impliqués.

## 4. LE PROCESSUS DE CONCEPTION ET DE SAISIE DES FORMATIONS

### 4.1. *La mise en place d'un nouvel outil SGCE*

Pour pallier les difficultés rencontrées avec « l'outil maquette DAF » pour l'accréditation 2022-2026, l'établissement a fait le choix d'expérimenter un nouvel outil appelé SGCE (Système de gestion des charges d'enseignement).

Cet outil offre les opportunités suivantes :

- Construction des formations avec les données règlementaires requises (UE, volumes horaires, ECTS) .
- Calcul de la soutenabilité des formations avec l'intégration des informations utiles (types d'heures, effectifs, enveloppes, sections CNU, etc.) ;
- Gestion des mutualisations par l'inter-opérabilité.

L'appropriation de l'outil en composantes donnera lieu à un accompagnement :

- Pour le cycle licence, grâce à des ateliers organisés en composante sur plusieurs jours dans le but de co-saisir des maquettes ;
- Pour le cycle master, sous la forme d'une pré-saisie des maquettes de l'actuelle accréditation par la direction de la formation qui facilitera le travail de correction, modification ou réaménagement par la composante.

### 4.2. *Le planning de l'accréditation*

Le calendrier de l'accréditation en 2026 est le suivant :

- **Janvier-février 2026** : Échanges entre gouvernance et composantes sur l'architecture finale de leur offre de formation et les enveloppes par mention
- **23 février 2026** : Retour sur les rapports provisoires par l'HCERES
- **27 février 2026** : Avis de la CFVU sur la liste des mentions demandant l'accréditation
- **13 mars 2026** : Délibération du CA sur la liste des mentions demandant l'accréditation et sur l'enveloppe financière globale de l'offre de formation
- **1<sup>er</sup> avril 2026** : ouverture de la plateforme ministérielle FRESQ (jusqu'au 12 juin) pour le dépôt du dossier d'accréditation (note stratégique et liste des mentions)
- **10 avril 2026** : Vote en CFVU de la ventilation des enveloppes par mention
- **5 mai 2026** : Vote en CAC de la Note stratégique pour la plateforme FRESQ et des notes d'accompagnement à la conception des formations
- **Fin mai 2026** : Fin de la conception des maquettes sur SGCE
- **Juin-Juillet 2026** : Contrôle et ajustements des maquettes
- **Septembre 2026** : Avis de la CFVU sur les parcours et maquettes de formation et Délibération du CA sur les parcours et maquettes de formation

- **Automne 2026 :**
  - Avis de la DGESIP sur l'Offre de formation
  - Déversement de l'Offre de formation sur les plateformes (Parcoursup, MonMaster, Études en France)
  - Mise en ligne des fiches formation
  - Communication sur la nouvelle offre (salons, site Internet)
  - Modélisation de l'Offre de formation dans Apogée
- **1er septembre 2027 : mise en œuvre de la nouvelle Offre de formation**